



**PRÉFET  
DE L'AUBE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

TROYES, le 02 juin 2023

**Nos réf. :** SAU/SF/ n° 23-257

**C:** \Users\pascal.lajugie\Downloads\2023\_05\_xx\_RAP.odt

**Affaire suivie par :** Sarah FAIRISE

sarah.fairise@developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 03 51 37 61 93

Courriel : ud52.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES  
INSTALLATIONS CLASSÉES**

**à MADAME LA PRÉFÈTE DE L'AUBE**

**Objet :** Examen du Dossier de Demande d'Autorisation Environnementale – Décision  
Société SAICA PAPER FRANCE – Commune de NOGENT-SUR-SEINE

**PJ:** Projet d'arrêté préfectoral  
Projet de Porter à connaissance des risques Technologiques (DIRI)

Par transmission (électronique) du 2 novembre 2022, la société SASU SAICA PAPER FRANCE a déposé auprès du Guichet Unique de l'Aube, une demande d'autorisation environnementale.

Le projet consiste en une modification du site existant de production de papier, déjà soumis à IED, par l'ajout d'une installation de centrale de valorisation énergétique de biomasse et déchets.

Il a été soumis en dernier lieu à enquête publique du 20 mars au 19 avril 2023. Le rapport du commissaire enquêteur a été transmis le 5 mai 2023.

Le présent rapport a pour but de statuer sur ladite demande d'autorisation d'exploiter, ainsi que sur un porter-à-connaissance annexe, déposé le 2 septembre 2022 et ne portant aucune modification substantielle du site.

Il propose de soumettre à l'avis des membres du CODERST de l'Aube le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport, autorisant le projet.

Rédigé par l'inspectrice de l'environnement : Sarah FAIRISE

Vérifié par le chef du Pole Risques Industriels  
Chroniques Santé Environnement : Mohamed KHEDJOUT

Approuvé et transmis à Madame la Préfète de l'Aube,  
le Chef du Service de Prévention des Risques Anthropiques : Pascal LAJUGIE

## I. CONTEXTE

### 1. Informations relatives à la demande

<b>Pétitionnaire</b>	Société SAICA PAPER FRANCE	
<b>Forme juridique</b>	SASU	
<b>Adresse du siège social</b>	RUE DE LA VALLEE 02200 VENIZEL	
<b>Intitulé du projet</b>	Projet de Centrale de valorisation énergétique (Biomasse)	
<b>Dates clés procédure</b>	Dépôt du dossier : 02/11/2022 Premier rapport d'appréciation de l'inspection : 02/12/2022 Avis d'Ae : 19/01/2023	
<b>Type de projet</b>	X	Autorisation au titre des installations, ouvrages, travaux, aménagement soumis à la loi sur l'eau (IOTA) - Article L. 181-1-1° du code de l'environnement
	X	Autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) - Article L. 181-1-2° du code de l'environnement
<b>Adresse d'implantation</b>	3 Cours Baron Thénard - Z.I. Les Guignons – 10400 NOGENT-SUR-SEINE	
<b>N° de l'AIOT concerné</b>	0005702721	
<b>Corpus réglementaire couvert par l'autorisation</b>	X	Absence d'opposition à déclaration IOTA
		Autorisation pour l'émission de gaz à effet de serre
		Autorisation spéciale au titre des réserves naturelles en application des articles L. 332-6 et L. 332-9
		Autorisation spéciale au titre des sites classés ou en instance de classement en application des articles L. 341-7 et L. 341-10
		Dérogation au titre de l'article L. 411-2 du code de l'environnement
		Absence d'opposition au titre des sites Natura 2000
	X	Déclaration ou enregistrement ICPE
		Agrément pour l'utilisation d'OGM
		Agrément pour la gestion de déchets prévu à l'article L. 541-22 du code de l'environnement
		Autorisation d'exploiter (article L. 311-1 du code de l'énergie)
		Autorisation de défrichement (articles L. 214-13 et L. 341-3 du code forestier)
		Autorisation au titre des obstacles à la navigation aérienne pour les projets éoliens
<b>Nom et coordonnées de la personne responsable du dossier</b>	Nom : GUEMMOUR Djamel Qualité : Directeur de l'usine Courrier électronique : djamel.guemmour@saica.com Téléphone : 03 25 21 88 37	

### 2. Présentation de l'AIOT et description du projet

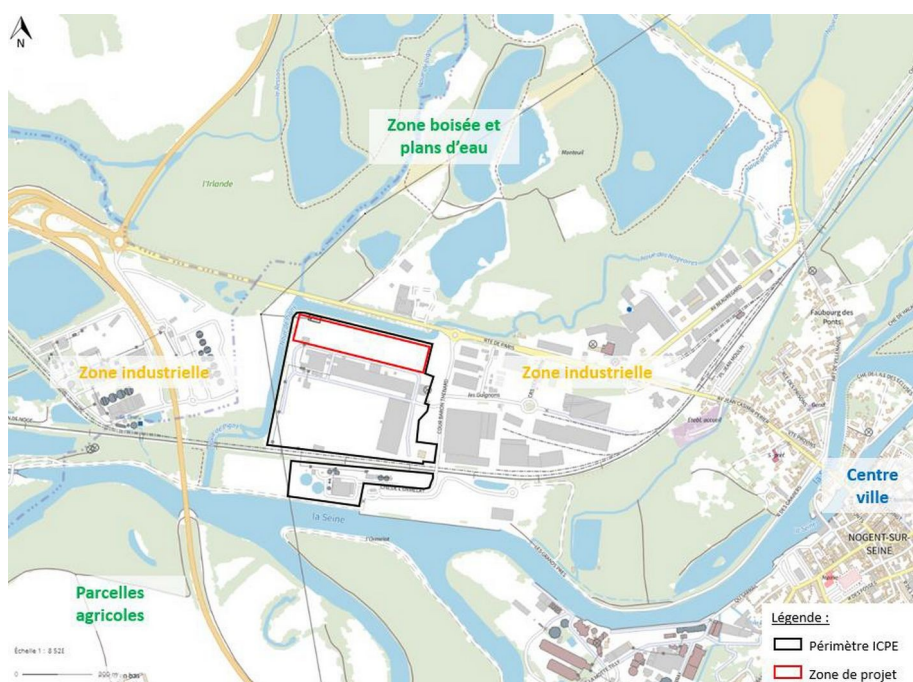
L'usine SAICA PAPER France implantée à NOGENT-SUR-SEINE (10) produit du Papier Pour Ondulé (PPO), 100% à base de papiers et cartons à recycler (PCR). Sa capacité de production annuelle autorisée est de 300 000 tonnes. Mise en service en 2005, elle compte un effectif d'environ 150 personnes, sous-traitants compris.

Le site dispose de la certification ISO 9001 version 2015 (Management de la Qualité), de la certification ISO 50001 (Management de l'Energie), des agréments FSC et PEFC pour la chaîne d'approvisionnement du Parc PCR et prépare la certification ISO 14001 (Management de l'Environnement).

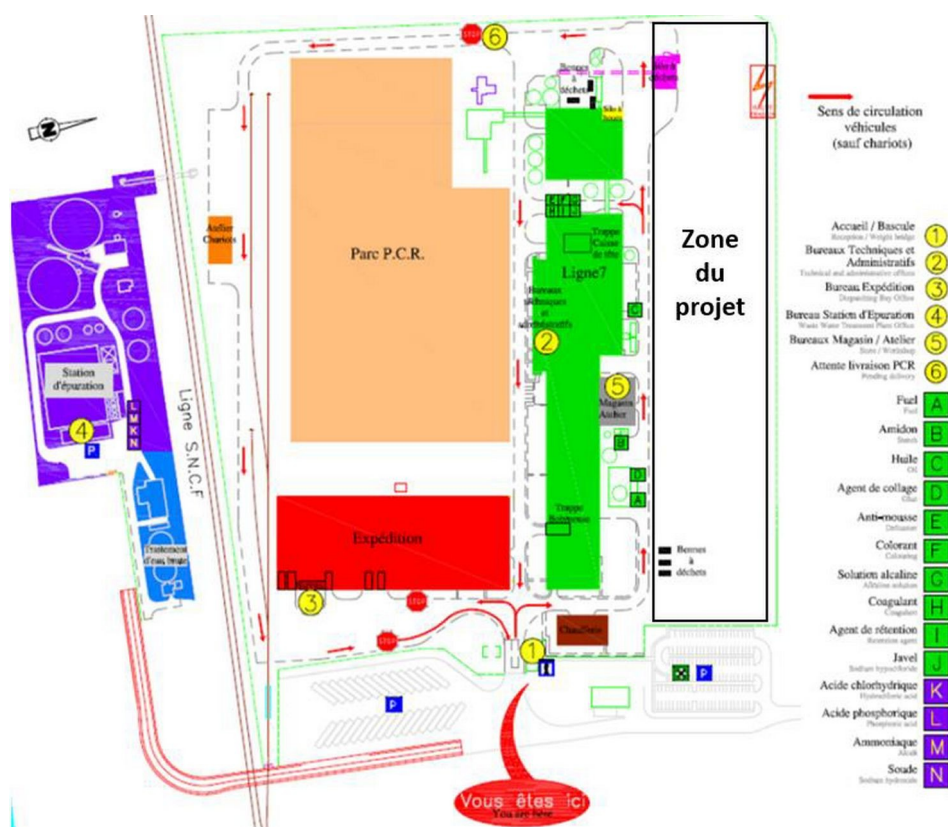
La production de papier a des besoins importants en vapeur (environ 60 t/h), actuellement couverts à 91% par trois chaudières de 25 MW chacune fonctionnant au gaz naturel et à 9% par une chaudière au biogaz. Elle produit par ailleurs des sous-produits papetiers (refus de pulpeur et refus fibreux) combustibles. Les refus de pulpeur sont composés d'indésirables grossiers : plastiques, bois, métaux, etc. et sont actuellement évacués vers un site d'enfouissement. Les refus fibreux sont composés de fibres agglomérées entre elles par des matières collantes de très petites tailles et devenues impropres à la fabrication de papier. Ils sont actuellement évacués hors site pour une valorisation par compostage.

L'exploitant souhaite moderniser les installations de production de vapeur du site par la construction d'une centrale de valorisation énergétique à partir de biomasse, qui permettra une valorisation énergétique sur place des sous-produits papetiers du site, ainsi qu'une valorisation de déchets externes au site de bois en fin de vie. Ce projet est lauréat de l'appel à projets BCIAT « Biomasse, Chaleur, Industrie, Agriculture et Tertiaire » de l'ADEME.

Le projet consiste donc en une modification d'un site existant.

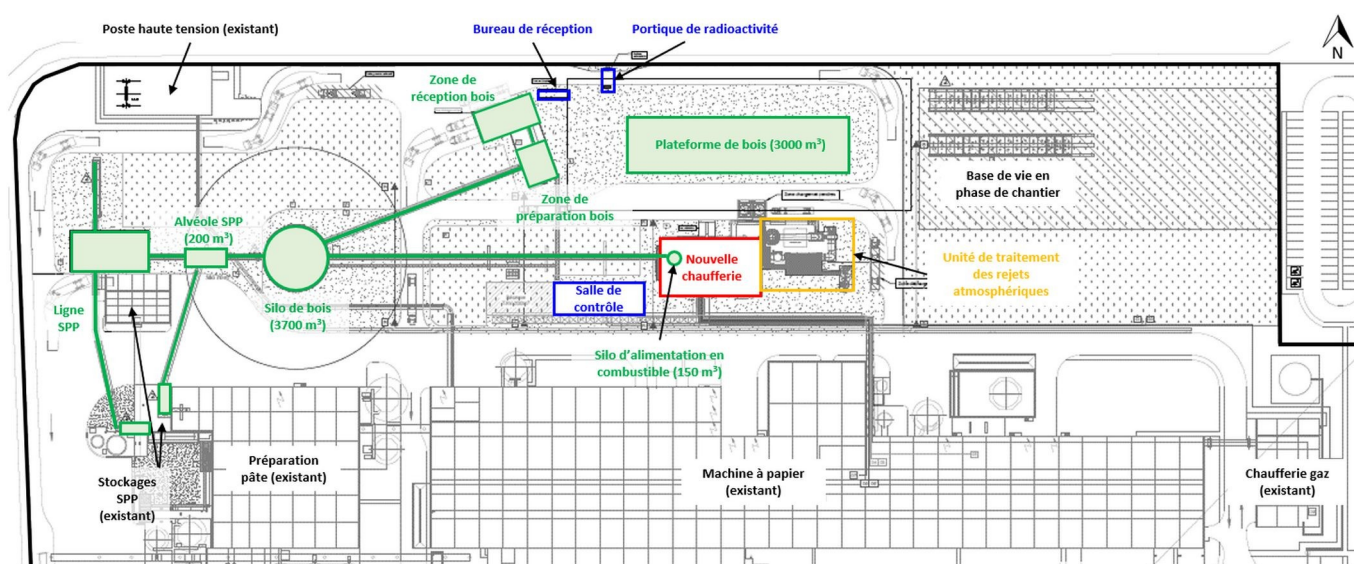


La zone d'implantation du projet est située au sein du site existant autorisé, au Nord du bâtiment de production, sur une surface actuellement non exploitée. Il ne nécessite pas d'anthropisation de surfaces supplémentaires.



Sur cette zone, le projet consiste à implanter les nouveaux équipements suivants :

- zone de réception, plateforme de stockage, zone de préparation du bois et silo bois (seul déchet extérieur au site utilisé comme combustible) ;
- une ligne et une alvéole pour les Sous-Produits Papetiers (SPP) provenant du site existant ;
- une nouvelle chaufferie et ses équipements annexes (salle de contrôle, unité de traitement des rejets).



De manière annexe, le porter-à-connaissance du 2 septembre 2022 informe de la mise en place d'un nouveau magasin temporaire. Son examen n'a mis en évidence aucun enjeu spécifique nécessitant d'être encadré, et la modification n'est pas jugée substantielle. Il ne nécessite qu'une actualisation de plan des installations.

### 3. Usage futur

Le dossier prévoit un usage futur de type industriel après cessation des activités sur la zone d'implantation du projet.

#### 4. Contexte administratif

Le site est actuellement soumis au régime de l'autorisation au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Il bénéficie notamment de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BEN2017136-001 du 16 mai 2017.

##### 1. RUBRIQUES DE L'ANNEXE DE L'ARTICLE R.122-2 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT CONCERNÉES PAR LE PROJET

Le projet est soumis à évaluation environnementale systématique par l'annexe de l'article R.122-2 du code de l'environnement. Il relève en effet de la sous-rubrique 1. a : « *Installations classées pour la protection de l'environnement - Installations mentionnées à l'article L. 515-28 du code de l'environnement* [IED]. », puisque le projet dépasse en lui-même de nouveaux seuils IED.

##### 2. RUBRIQUES ICPE

Le projet est soumis en lui-même à autorisation au titre des rubriques ICPE suivantes, dont le site actuel ne relève pas :

Rubrique	Intitulé	Volume	
		Préparation du bois en fin de vie et de sous-produits papetiers	
		<u>Préparation du bois :</u>	
		– Capacité moyenne : 160 t/j	
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j (A-2)	– Capacité en pointe : 40 t/h, soit 320 t/j (sur la base de 8h de fonctionnement par jour, en semaine)	A
		<u>Préparation des refus papetiers :</u>	
		– Capacité moyenne : 2,5 t/h fibreux et 3,45 t/h de refus pulpeur, soit environ 143 t/j	
		– Capacité en pointe : 3,6 t/h fibreux et 5,45 t/h de refus pulpeur, soit environ 218 t/j	
	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE (A) :	Préparation du bois en fin de vie et de sous-produits papetiers destinés à la co-incinération	
3532	– traitement biologique, – prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la co-incinération, – traitement du laitier et des cendres, – traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants	Capacité moyenne : 303 t/j Capacité en pointe : 538 t/j	A
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910	Chaudière alimentée par des combustibles solides non dangereux (bois fin de vie et refus papetiers)	A
3520-a	Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de co-incinération des déchets : a) Pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure (A-3)	Valorisation dans une installation de co-incinération de bois en fin de vie et de sous-produits papetiers Capacité moyenne : 12,64 t/h Capacité en pointe : 15,35 t/h	A

Ni le site actuel ni le projet ne relève de la rubrique 2910 (« Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 »). En effet :

- les chaudières gaz et biogaz existantes sont classées au titre de la rubrique 3110, exclue par la 2910.

- les combustibles envisagés dans le cadre du projet sont des déchets et leur combustion relève donc de la rubrique 2771, exclue par la 2910.

Les installations visées par les rubriques 2771 et 2791 sont des installations distinctes.

Le projet est soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002. En effet, les déchets de refus de papeterie prévus en co-incinération ne sont pas uniquement des « *Déchets végétaux fibreux issus de la production de la pâte vierge et de la production du papier au départ de la pâte* » au sens de l'article 1<sup>er</sup> de cet arrêté ministériel. Ils peuvent notamment contenir des résidus non fibreux issu des matières recyclées admises comme intrant au process du site.

Au sens de cet arrêté, le projet consiste en une installation de co-incinération nouvelle, à la fois collective pour les déchets de bois et interne pour les refus papetiers.

Le stockage de solution ammoniacale et de charbon actif en vue du traitement des fumées ne fait pas dépasser de seuil de classement au site au titre des rubriques 4510 (stockage de produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1) et 4801 (Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses).

Le projet porte également la régularisation de la situation des groupes froids du site, auparavant non classés au titre de la rubrique 1185 :

Rubrique	Intitulé	Volume	
1185-2a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).	12 groupes froids (de plus de 2 kg unitaire)	D
	2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Equipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	totalisant 500 kg de fluides frigorigènes	

Le remplacement d'une cuve de GNR par une capacité plus faible entraîne le déclassement du site sous la rubrique 4734-2.

La note du 25/04/2017, mise à jour le 10/12/20, relative aux modalités d'application de la nomenclature des installations classées pour le secteur de la gestion des déchets, précise que « *Les zones d'entreposage de déchets sur le site d'une installation classée pour le traitement de déchets (nécessaires au fonctionnement de l'installation de traitement et dont la quantité ou le volume est en lien avec la capacité de traitement de l'installation), que ce soit avant traitement ou après traitement, ne doivent pas être classées dans les rubriques Tri, Transit, Regroupement de déchets (2516/2517, 271X, 2792 ou 2793).* » Ainsi, les stockages de combustibles du projet, en amont et en aval des lignes de préparation et destinés à être valorisés dans la chaudière de la centrale de valorisation énergétique, ne sont pas classés sous ces rubriques.

Le classement des installations du site au titre des autres rubriques (3610, 3110, 1530, 2260, 2430, 2714, 1434, 1630, 2265, 2564) reste inchangé.

### 3. CLASSEMENT IED

Le site actuel relève déjà de la directive IED, pour les rubriques 3610 – fabrication de pâte à papier, de papier et de carton (rubrique principale) et 3110-combustion (rubrique annexe).

Le projet soumet le site à deux nouvelles rubriques IED annexes : 3520-a et 3532.

L'activité principale du site reste, dans le cadre du projet, la fabrication de pâte à papier, visée par la rubrique 3610. Les installations de combustion actuelles (3110) et la future installation de co-incinération (3520) sont des installations support, permettant de produire la vapeur nécessaire à la fabrication de papier. Au titre de la rubrique 3110, même si la future UVE ne dépasse pas en elle-même 50 MW de puissance, il est prévu qu'elle fonctionne avec l'actuelle chaudière biogaz. La puissance de



cette dernière (5,6 MW), additionnée à celle de l'UVE, dépassera le seuil. Le site restera donc bien soumis à autorisation au titre de la rubrique 3110 dans le cadre du projet.

Les futures installations de préparation de déchets non dangereux (3532) constitueront un traitement préalable des déchets qui seront valorisés dans l'installation de co-incinération.

Le projet est donc soumis :

- au BREF WI, paru en 2019, et à l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- au BREF WT, paru en 2018, et à l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

#### 4. CLASSEMENT SEVESO

Sans objet.

#### 5. RUBRIQUE IOTA

Le projet porte également des déclarations et régularisations au titre de rubriques IOTA du site existant :

N° de la rubrique	Intitulé de la rubrique LSE	Caractéristiques du site autorisé	Caractéristiques du site avec projet
1.1.1.0	<b>Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D)</b>	Existence de 3 piézomètres (PZ1, PZ2, PZ3) et de 3 forages (F1, F3 et F4)  → <b>Déclaration</b>  <i>Rq : Le forage F2 n'a jamais existé. Le forage F4 correspond en pratique au forage référencé « forage 2 » dans l'arrêté préfectoral.</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Régularisation de la situation actuelle : 4 forages dans la nappe (F1, F3, F4 et F5)</li> <li>- Ajout d'un piézomètre en amont du site (PZ4) dans le réseau de surveillance des eaux souterraines, dans le cadre du projet</li> <li>- Pas de nouveau forage dans la nappe dans le cadre du projet</li> </ul> → <b>Déclaration</b>
1.1.2.0	<b>Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant :</b>  1° Supérieur ou égal à 200 000 m <sup>3</sup> /an (A) 2° Supérieur à 10 000 m <sup>3</sup> /an mais inférieur à 200 000 m <sup>3</sup> /an (D)	3 forages (F1, F3 et F4) dans la nappe de la craie  Les forages fonctionnent en simultané. Leur capacité de pompage cumulée est de 212 m <sup>3</sup> /h.  La consommation quotidienne est de 4000 m <sup>3</sup> /j avec un maximum à 4400 m <sup>3</sup> /j. Prélèvement autorisé : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Exploitation normale : 2 592 000 m<sup>3</sup>/an,</li> <li>- Phase de démarrage : 2 640 000 m<sup>3</sup>/an</li> </ul> → <b>Autorisation</b>	<i>Situation inchangée</i>

1.2.2.0	<p>A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, dans un cours d'eau, sa nappe d'accompagnement ou un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, lorsque le débit du cours d'eau en période d'étiage résulte, pour plus de moitié, d'une réalimentation artificielle. Toutefois, en ce qui concerne la Seine, la Loire, la Marne et l'Yonne, il n'y a lieu à autorisation que lorsque la capacité du prélèvement est supérieure à 80 m³/h (A).</p>	/	<p>1 forage (F5) dans la nappe alluviale de la Seine</p> <p>Capacité totale nominale : 26 m³/h</p> <p>Environ 600m³/an</p> <p>→ Non classé</p>
2.1.5.0	<p><b>Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol.</b></p> <p>La surface totale du site, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le site, étant :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Supérieure ou égale à 20 ha (A)</li> <li>2. Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)</li> </ol>	<p>Surface imperméabilisée du site existant (14,27 ha)</p> <p>Surface du bassin versant naturel (&lt; 1 ha)</p> <p><b>Total &lt; 20 ha</b></p> <p>→ Déclaration</p>	<p>Surface imperméabilisée du site existant (14,27 ha)</p> <p>Surface future imperméabilisée 1,55 ha</p> <p>Surface du bassin versant naturel (&lt; 2 ha) *</p> <p>La surface totale de l'emprise ICPE du site SAICA est de 17,7 ha</p> <p><b>Total &lt; 20 ha</b></p> <p>→ Déclaration</p>

## 6. GAZ À EFFET DE SERRE

Le site actuel constitue une activité à l'origine d'émissions de gaz à effet de serre listées à l'annexe I de la Directive 2003/87/CE du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre.

Le projet actualise le niveau de ces émissions. Ce sujet sera traité de manière distincte lors de la mise en œuvre effective du projet.

## 7. COMPATIBILITÉ AUX DOCUMENTS D'URBANISME + PLANS ET PROGRAMMES

### • PLU

La commune de NOGENT-SUR-SEINE est doté d'un PLU approuvé le 19/02/2014, révisé le 02/05/2019 et modifié le 27/01/20. Il place l'ensemble du site en zone UY, à vocation d'activités de production, commerciales ou de bureaux. Par délibération du 13 octobre 2021, le conseil municipal de la commune de NOGENT-SUR-SEINE a prescrit la révision de son plan local d'urbanisme (PLU). En attente de cette révision, la version précédente reste en vigueur.

Dans cette zone, les activités et installations, classées ou non pour la protection de l'environnement, sont admises si elles sont compatibles avec la capacité actuelle de la voirie et des réseaux divers, et si les nuisances et dangers éventuels, ainsi que les besoins en stationnement, sont compatibles avec l'environnement résidentiel de la zone. Il est à noter que dans le règlement de cette zone, la hauteur maximale des constructions est limitée à 15 mètres, sauf exceptions justifiables pour des raisons techniques liées aux process industriels.

Le dossier conclut à la compatibilité du projet avec le PLU.

Le terrain est situé à proximité de deux secteurs visés par des Servitudes d'Utilité publiques :

- la SUP A4 (Servitude d'Utilité Publique applicable aux terrains riverains des cours d'eaux non domaniaux) ;
- la SUP PT2 (Servitude d'Utilité Publique relative à la protection des faisceaux hertziens).

### • SRADDET et PRPGD Grand Est

Le dossier indique que le projet est compatible au SRADDET Grand Est, adopté le 22 novembre 2019 et qui porte notamment un objectif de valorisation des potentiels d'énergies.

Le projet est notamment visé par le PCAET de Champagne-Ardenne et SRADDET Grand-Est.



- SCoT

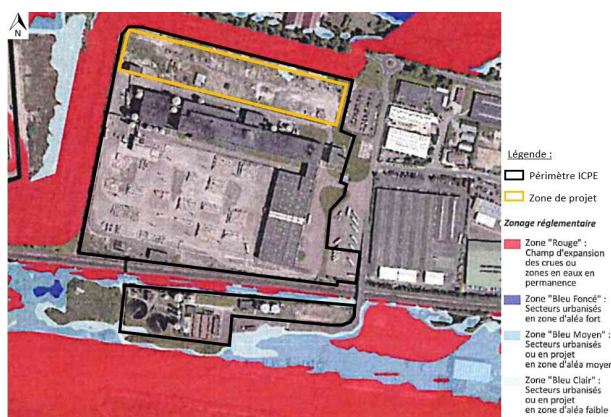
La commune de Nogent Sur Seine appartient à la Communauté de communes du Nogentais. Un schéma de cohérence territoriale (SCoT Seine en Plaine Champenoise) est en cours d'élaboration concernant cette commune, mais n'est pas encore approuvé.

- SAGE/SDAGE

Le projet de chaufferie n'est pas directement concerné par un SAGE ou SDAGE. Toutefois, les régularisations et modifications de rubriques IOTA que porte le dossier ont fait l'objet d'une analyse de compatibilité avec :

- le SAGE Bassée Voulzie (en élaboration),
- le SDAGE Seine-Normandie 2022-2027,
- le PGRI Seine-Normandie 2016-2021 (PGRI 2022-2027 – approuvé en mars 2022),
- le PPRI de la Seine aval, approuvé le 09/01/2020.

La zone d'implantation du projet se situe à proximité d'une zone classée rouge par le PPRI de la Seine aval, approuvé le 9 janvier 2020. Elle comporte une surface restreinte classée en zone d'aléa faible. Cette surface est exclue de tout aménagement dans le cadre du projet.



Les coupes topographiques du site montrent également que l'ensemble des installations (actuelles et du projet) est implanté au-dessus des niveaux de crue cinq-centennale.

## 8. JUSTIFICATION DU PROJET

Le projet permet de valoriser les 50 000 tonnes/an de sous-produits papetiers (refus fibreux et refus de pulpeur) qui partent actuellement en centre d'enfouissement (pour les refus de pulpeur) et en filière de compostage (pour les refus fibreux), ainsi que des déchets de bois fin de vie ne disposant pas d'exutoires locaux.

Le scénario alternatif le plus probable est le maintien de l'approvisionnement actuel du site en vapeur, basé sur la consommation de gaz naturel. Le projet contribue ainsi à réduire la dépendance territoriale aux énergies fossiles.

## 9. GARANTIES FINANCIÈRES

Le site actuel est déjà soumis à la constitution de garanties financières, fixées à 159 979 € TTC par l'arrêté préfectoral d'autorisation en vigueur.

Le projet implique une actualisation de ce montant, conformément aux règles de calcul fixées à l'annexe 1 de l'arrêté du 31 mai 2012.

Site actuel et projet compris, le montant de ces garanties serait révisé à 283 365 € TTC.

## 10. DROIT D'INITIATIVE ET CONCERTATION PRÉALABLE

L'ARTICLE R. 121-25 INDIQUE QUE « I.-EST SOUMIS À DÉCLARATION D'INTENTION EN APPLICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE [L. 121-18](#) : [...]

-tout projet mentionné au 1° de l'article L. 121-17-1 dont le montant total des subventions publiques à l'investissement accordées sous forme d'aide financière nette est supérieur à cinq millions d'euros hors taxe ; »

Le projet SAICA relève de ces critères. Le pétitionnaire a transmis sa déclaration d'intention, qui a fait l'objet de la publication prescrite du 26 août au 26 octobre 2022. Aucun droit d'initiative n'a été

exercé dans les délais requis suite à cette publication. La demande a donc été pu être jugée recevable dans le respect du L. 121-20.

## **II. DOSSIER DU PÉTITIONNAIRE ET ANALYSE DE L'INSPECTION**

Les éléments reportés dans les paragraphes suivants sont issus du dossier de demande d'autorisation déposé le 2 novembre 2022. Les principaux enjeux identifiés en lien avec le projet sont la qualité de l'air, les déchets, le trafic routier, les paysages.

### **1. Environnement du projet**

Le site se situe dans le département de l'Aube (10) sur la commune de NOGENT-SUR-SEINE, dans la zone industrielle des Guignons, à 1,2 km environ à l'ouest du centre-ville. Il est divisé en 2 parties par la voie SNCF PARIS-EST/MULHOUSE-ville, avec au nord la zone de production, de stockage des matières et au sud la zone de traitement des eaux usées du site.

Le site est bordé :

- au nord, par la route D919, suivie de l'usine SOBEMO SA (spécialisée dans la fabrication de construction en béton) ;
- au sud par la Seine, puis des champs agricoles ;
- à l'est par l'usine SEDAC France (spécialisée dans la fabrication de literies et les sociétés POK et CRAN qui développent et fabriquent des matériels de lutte contre l'incendie), puis d'autres sites industriels ;
- au Sud-Est par le Port de l'Aube (activité logistique fluviale) ;
- à l'ouest par la noue de Pigny, puis l'usine SAIPOL DIESTER INDUSTRIE de trituration/raffinage et d'estérification.

### **2. Qualité de l'air**

#### **1. ÉTAT INITIAL**

Le projet s'implante sur un secteur non visé par un Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA), à proximité d'autres site industriels à l'origine d'émissions atmosphériques (notamment le site SAIPOL, voisin, à l'origine d'émissions de chaudières et de COV).

#### **2. INCIDENCES PROJETÉES DUES AU PROJET**

Le projet modifiera les émissions atmosphériques canalisées du site existant par l'ajout d'un nouveau point de rejet et la modification des temps de fonctionnement des chaudières existantes (réduction de la durée de fonctionnement des 3 chaudières de 25 MW et augmentation de la durée de fonctionnement de la chaudière biogaz).

Le projet engendrera une augmentation du flux rejeté en NO<sub>2</sub>.

Les combustibles envisagés sont susceptibles de contenir des traces de polluants, notamment :

- résidus de plastiques dans les refus de pulpeur ;
- peintures et traitement dans les déchets de bois fin de vie.

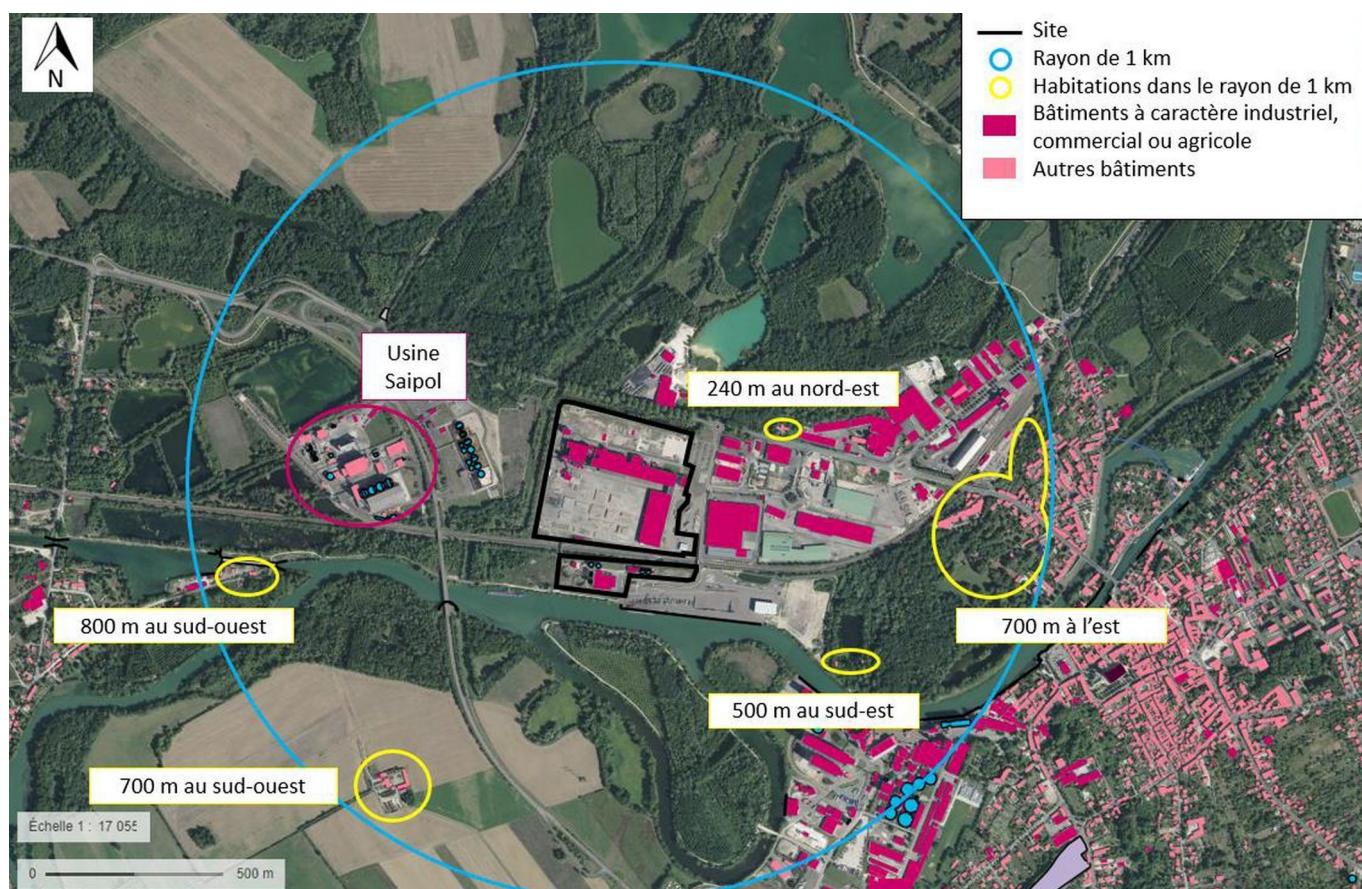
Le dossier annonce que le bois fin de vie accepté sur site sera non dangereux (principalement déchets de bois d'emballage, de bois d'ameublement et de bois issu de chantiers de démolition) et exclura notamment le bois créosoté et traité à coeur. Il prend également en compte le risque de présence accidentelle de bois plus pollué (de catégorie 3D) dans le gisement entrant dans son process.

Le dossier fournit une étude des risques sanitaires, basée sur les émissions atmosphériques canalisées de l'ensemble du site, projet de chaudière compris, et sur les traceurs de risque suivants et aux concentrations suivantes (en mg/Nm<sup>3</sup>) :

N°	NOx	SOx	PM	CO	COV	As	Cd	Hg	Pb	Cr
1a	100	10	5	100	/	/	/	/	/	/
1b	100	10	5	100	/	/	/	/	/	/
1c	100	10	5	100	/	/	/	/	/	/
2	75	900	2	15	0,315	0,0003	0,0002	/	0,0087	0,0078
4	120	30	5	50	10	/	0,02	0,02	/	/
N°	Cu	Mn	Ni	Se	Va	Zn	PCDD/F	HF	HCl	NH3
1a	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
1b	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
1c	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
2	0,017	0,016	0,011	0,0052	0,0002	0,065	/	/	/	/
4	/	/	/	/	/	/	0,06E-06	1	6	10

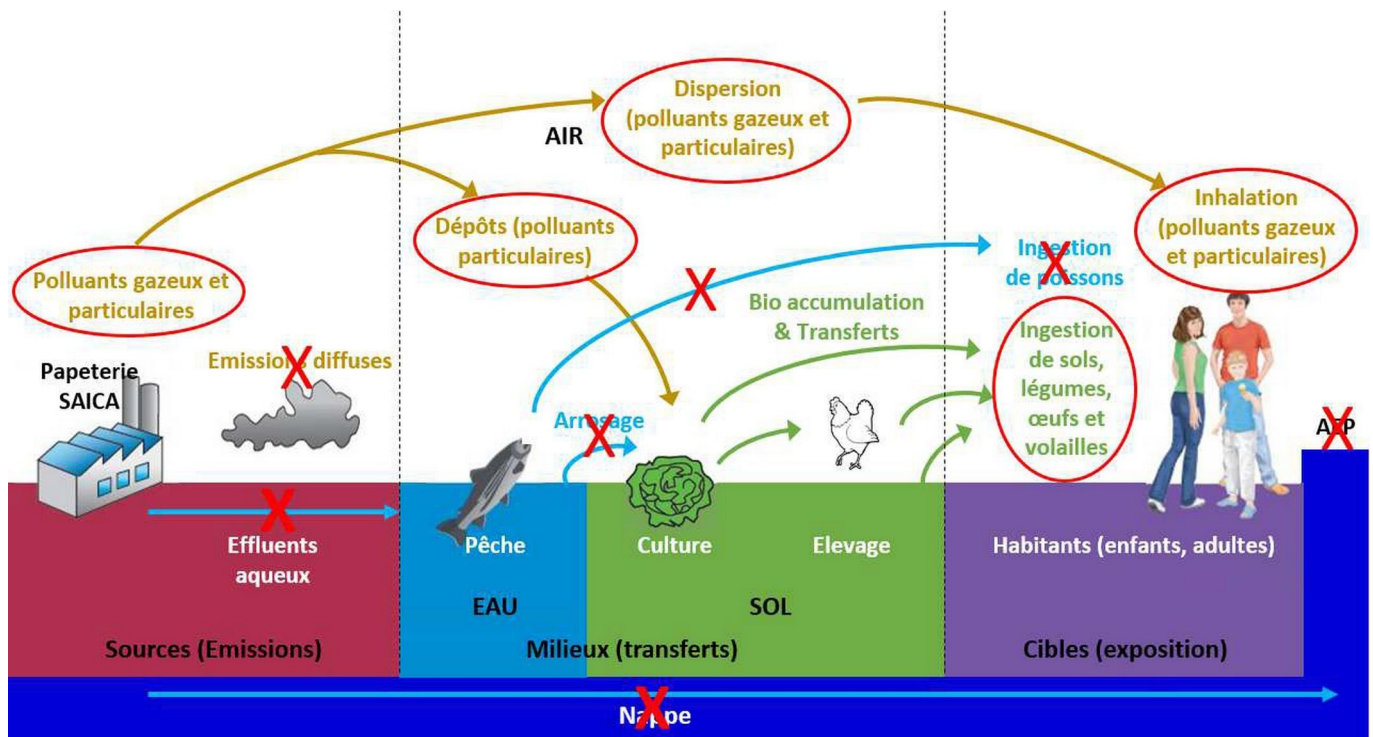
Et sur les flux moyens annuels suivants (en kg/an) :

N° conduit	NOx	SOx	PM	CO	COV	As	Cd	Hg	Pb	Cr
1a	85,10	8,51	4,26	85,10	/	/	/	/	/	/
1b	85,10	8,51	4,26	85,10	/	/	/	/	/	/
1c	85,10	8,51	4,26	85,10	/	/	/	/	/	/
2	4 286	51 436	114,3	857,2	18	0,018	0,010	/	0,49	0,44
4	63 353	15 838	2639	26 397	5 279	/	10,55	10,55	/	/
N° conduit	Cu	Mn	Ni	Se	Va	Zn	PCDD/F	HF	HCl	NH3
1a	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
1b	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
1c	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
2	0,97	0,93	0,66	0,29	0,01	3,74	/	/	/	/
4	/	/	/	/	/	/	3,16E-05	527,9	3 167	5 279



L'étude identifie les cibles suivantes dans un rayon d'1km autour du site :  
L'établissement sensible le plus proche (une école) est situé à 1,4 km du site.  
Le schéma conceptuel des expositions retenues est le suivant :





Les simulations effectuées indiquent que le point le plus impacté par les rejets du site sera une habitation située directement au Nord-Est du site. Toutefois, sur l'ensemble des points étudiés y compris cette habitation, l'étude conclut à des quotients de danger très inférieurs à 1 et à des excès de risque individuels très inférieurs à  $10^{-5}$ , même en sommant les scénarios d'inhalation et d'ingestion de produits issus des sols, et donc à un risque pour la santé non préoccupant.

### 3. MESURES PROPOSÉES PAR LE PÉTITIONNAIRE

Les refus de pulpeur font l'objet d'un tri pendant leur préparation avant incorporation en chaudière, mais celui-ci ne vise que les fractions métalliques encore présentes (métaux ferreux et aluminium), et pas les fractions plastiques.

Le dossier spécifie que les déchets de bois prévus comme combustibles ne seront pas créosotés. Il précise également les mesures prises pour prévenir et limiter l'acceptation et la combustion de bois de catégorie D (cahier des charge imposé aux fournisseurs, inspection visuelle des lots entrants) et pour réduire les conséquences de telles acceptations sur les rejets atmosphériques (temps de séjour des fumées de 2 s à au moins 850 °C afin de prévenir la formation de dioxines, traitement des fumées adapté à la présence de HCl, HF, NO<sub>x</sub>, SO<sub>x</sub>, HAP, PCB, mercure et dioxines).

Le dossier prévoit une hauteur de cheminée de rejets de 42 m, justifiée sur la base des règles de calcul fixées par l'arrêté ministériel du 2 février 1998, en présence d'un obstacle proche.

Les dispositifs de traitement de l'air avant rejet prévus sont :

- o une neutralisation au bicarbonate ou chaux ;
- o une filtration sur charbons actifs ;
- o une étape de dépoussiérage avec un filtre à manches ;
- o une réduction des NO<sub>x</sub> par un procédé de réduction catalytique (SCR : Selective Catalytic Reduction) avec injection de solution ammoniacale.

Ces rejets feront l'objet des analyses suivantes :

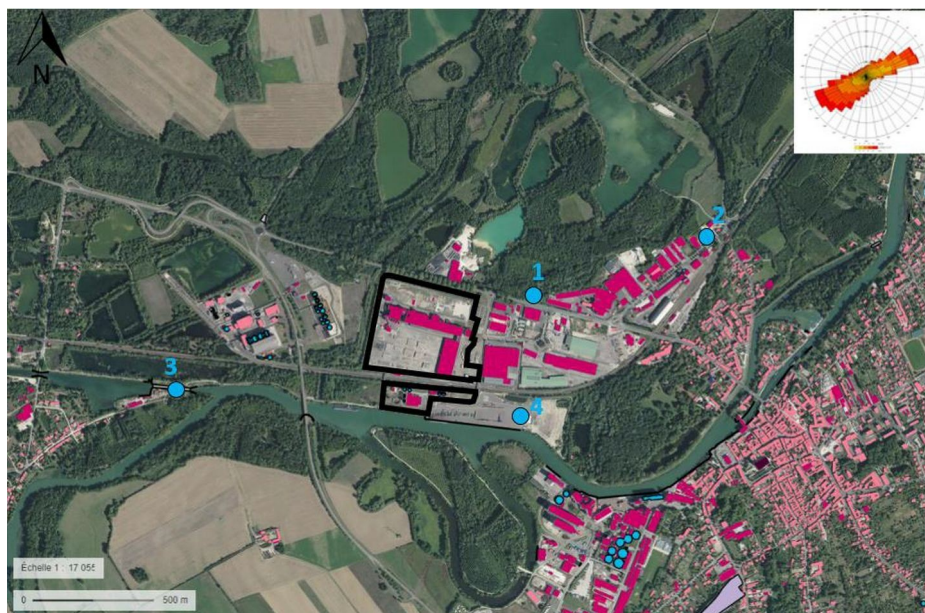
Paramètre	VLE proposées par SAICA (en mg/Nm <sup>3</sup> )	Fréquence de suivi
SO <sub>2</sub>	20 Moyenne journalière	En continu
NO <sub>x</sub>	100 Moyenne journalière	En continu
Poussières	5 Moyenne journalière	En continu
CO	50 Moyenne journalière	En continu
COV	10 Moyenne journalière	En continu
HCl	6 Moyenne journalière	En continu
HF	0,5 Moyenne journalière	Semestrielle
Dioxines and furanes	6.10 <sup>-8</sup> Moyennes sur la période d'échantillonnage à long terme	Mensuelle
NH <sub>3</sub>	10 Moyenne journalière	En continu
Cd + Tl	0,02 Moyennes sur la période d'échantillonnage	Semestrielle
Hg	0,01 Moyennes sur la période d'échantillonnage à long terme	Semestrielle
Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V	0,3 Moyennes sur la période d'échantillonnage	Semestrielle
PCB	/	Mensuelle
N <sub>2</sub> O	/	Annuelle
Benzo(a)pyrène	/	Annuelle

Le dossier propose également la mise en place d'une surveillance environnementale autour du site, par mesures des poussières, NO<sub>x</sub>, dioxines et métaux sur au moins 4 points de mesure :

o avant la mise en service de la nouvelle chaudière (point zéro)

o la 1<sup>ère</sup> année :

- dans un délai compris entre trois mois et six mois après la mise en service de l'installation,
- une fois au printemps et une fois à l'automne, à des périodes durant lesquelles les vents dominants sont représentatifs des conditions météorologiques moyennes annuelles,
- o après la période initiale, selon une fréquence au moins annuelle.



#### 4. ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Cet enjeu est considéré comme l'enjeu principal du projet, en lien avec les rejets atmosphériques liés à des défauts de tri du bois en fin de vie. Celui-ci, issu notamment de déchetterie, pourrait en effet contenir des traces de bois pollués, et notamment de bois traités et créosotés (anciennes traverses ferroviaires, poteaux traités....).

La combustion de bois créosotés est susceptible de conduire notamment à des rejets de HAP. Or, le dossier évoque ce paramètre, mais sa surveillance n'est pas imposée par le BREF WI et il n'est pas retenu comme traceur de risque dans l'étude sanitaire du dossier. Le dossier prend en compte cette problématique et propose des mesures particulières de prévention jugées adaptées (conditions de combustion complète, modes de traitement des fumées par charbon actif). L'inspection des installations classées propose d'intégrer le risque d'émission de HAP à plusieurs niveaux de la surveillance des installations (autosurveillance semestrielle des rejets, fixation d'une VLE au même niveau que celle imposées aux installations de combustion autres que de déchets non dangereux (0,01 mg/m<sup>3</sup> pour des installations nouvelles), surveillance environnementale en cas d'incendie majeur) afin de vérifier la maîtrise de cet enjeu.

Le dossier prévoit une surveillance semestrielle du mercure, sur la base d'une exception à la MTD n° 4 du BREF WI, selon laquelle « *Pour les déchets des unités d'incinération à teneur en mercure faible et stable avérée (par exemple, les monoflux de déchets de composition contrôlée), la surveillance continue des émissions peut être remplacée par un échantillonnage à long terme [...] ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois.* ». L'arrêté ministériel du 12/01/21 qui vient retranscrire ces MTD précise que cette exception est applicable « *Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure* ».

L'inspection considère que les déchets dont l'incinération est prévue dans le cadre du projet ne constituent pas, a priori, un monoflux, notamment du fait de leurs origines diverses (bois issu de déchetteries, de chantiers de démolitions...). Une surveillance continue de ce paramètre au rejet sera donc bien imposée. Toutefois, si cette surveillance ne montre pas de taux notable de ce paramètre durant 2 années, il pourra être considéré que le bois admis ne présente pas d'enjeu sur ce paramètre et que la surveillance pourra être rendue semestrielle.

### **3. Déchets**

#### **1. ÉTAT INITIAL**

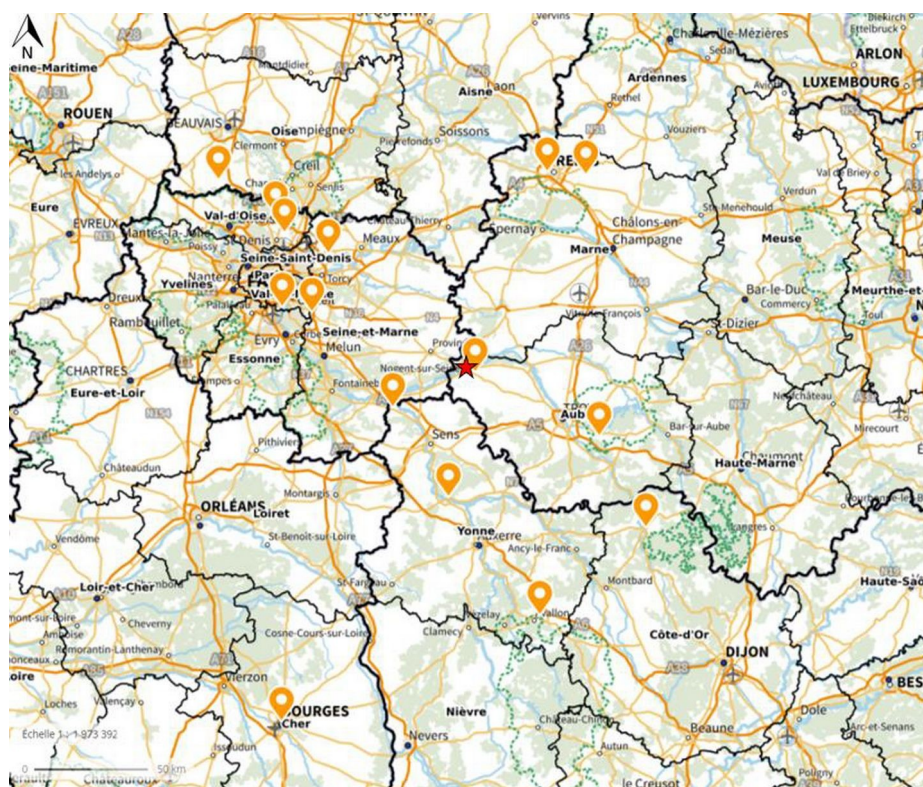
Le dossier justifie la disponibilité d'un gisement de bois 3B et 3C suffisant dans un périmètre de 200 km autour du site (dont 3/4 à moins de 100km du site), dont une partie est actuellement exportée en vue d'une valorisation matière sur des sites étrangers, faute d'exutoire français. Dans un rayon de 200 km autour du site, un seul site (KRONOSPAN à Auxerre) valorise des déchets de bois. Il cible des déchets de bois de catégorie A et B. Le dossier n'identifie pas, dans les 100 km autour du site, de concurrence immédiate de nouveaux consommateurs de bois B.

#### **2. INCIDENCES PROJÉTÉES DUES AU PROJET**

Le projet prévoit d'offrir un exutoire de valorisation énergétique à des déchets interne au site (environ 50 000 t seront valorisés sur place, économisant les transports liés actuellement à leur gestion hors site), ainsi qu'à des déchets externes de bois fin de vie (catégories 3B et 3C).

L'origine prévue des déchets externes au site est représentée ci-dessous :





Le projet exclut le traitement de déchets de bois considérés comme dangereux (créosotés ou traités à cœur).

Le projet conduira à la production de déchets supplémentaires suivants par rapport au site actuel :

Nature du déchet	Code déchet	Source de production des déchets	Stockage sur site	Estimation des quantités	Filières de traitement
Cendres volantes (résidus des gaz de combustion)	19 01 13*	Combustion de matières solides	2 silos de 75 m <sup>3</sup> chacun	8 427 t/an	R5 : recyclage inorganique ((ou à défaut D9 : traitement physico-chimique avant élimination))
Mâchefers (en sortie de la recirculation, en dessous de la chaudière)	19 01 12		2 bennes de stockage de 30 m <sup>3</sup> chacune	3 061 t/an	R5 : recyclage inorganique
Métaux non ferreux (aluminium)	19 12 03	Préparation du bois en fin de vie et des SPP	Benne de 5 m <sup>3</sup>	100 t/an	R4 : recyclage métallique
Métaux ferreux	19 12 02		Benne de 30 m <sup>3</sup>	1 150 t/an	R4 : recyclage métallique
Chiffons souillés de produits chimiques	15 02 02*	Maintenance	Bac étanche	< 0,1 t/an	D10 : incinération

Le projet a un impact positif sur les déchets, que ce soit concernant les déchets du site (50 000 t/an de déchets papetiers du site actuel valorisés sur place et concentrés en cendres et mâchefers) ou en intégrant les déchets externes au site (bois fin de vie).

### 3. MESURES PROPOSÉES PAR LE PÉTITIONNAIRE

Le dossier prévoit le respect des dispositions réglementaires concernant les déchets émis par le projet.

#### 4. ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Le Conseil Régional du Grand Est souligne que seulement 9 % des déchets de bois admis en combustion dans le cadre du projet ne proviendront du territoire de la région Grand Est. Afin de ne pas déstabiliser la gestion des déchets, il sera nécessaire de ne pas faire traiter les déchets créés par le projet (cendres volantes et mâchefers notamment) uniquement sur le territoire de la Région Grand Est, mais de les aiguiller en priorité vers les régions dont est issue la majorité des déchets de bois admis. Il est proposé de préciser cette disposition dans le projet d'arrêté préfectoral, tout en laissant à l'exploitant la possibilité de faire appel en priorité aux exutoires les plus proches de son site. Il est proposé de fixer la zone de chalandise du projet à un maximum de 200m.

#### 4. Consommation d'énergies fossiles et émissions carbone

##### 1. ÉTAT INITIAL

Les besoins en vapeur du site sont majoritairement couverts par 3 chaudières d'une puissance totale de 75 MW fonctionnant au gaz naturel. Les émissions de CO<sub>2</sub> associées sont calculées à 61 150 t en 2020.

##### 2. INCIDENCES PROJÉTÉES DUES AU PROJET

Dans le cadre du projet, une partie de la consommation de gaz naturel nécessaire à la production de vapeur du site sera substituée par une consommation de déchets assimilés à une ressource renouvelable. Les émissions de CO<sub>2</sub> associées sont alors calculées à 17 150 t/an, soit une diminution d'environ 74 % par rapport à la situation actuelle.

Le projet permettra donc d'éviter, selon les règles de calcul actuelles, l'émission d'environ 50 kt de CO<sub>2</sub>/an.

#### 5. Paysages

##### 1. ÉTAT INITIAL

Le site actuel est inclus dans un contexte industriel et présente déjà des impacts paysagers en visions proches. Ci-dessous des vues du site actuel :







## 2. INCIDENCES PROJÉTÉES DUES AU PROJET

Au titre de l'urbanisme, la zone UY du PLU sur laquelle s'implante le projet réglemente les hauteurs de bâtiments à 15 m maximum « sauf exceptions justifiables pour des raisons techniques liées aux process industriels ». La hauteur de bâtiment et de cheminée (45 m) dans le cadre du projet est justifiée par ce type des contraintes liées notamment à la bonne dilution des rejets atmosphériques. Le projet implique la création de structures supplémentaires, notamment le bâtiment chaufferie et le silo bois.



Ces structures seront ajoutées en arrière du site existant, et donc peu visibles depuis les axes routiers et ferroviaires qui longent le sud du site.



(Vue depuis le Nord-Ouest du site)





(Vue depuis le Nord-Est du site)

### 3. MESURES PROPOSÉES PAR LE PÉTITIONNAIRE

Le dossier propose un habillage du bâtiment chaudière intégrant les teintes environnantes (bardage gris clair et vert).

## 6. Trafic routier

### 1. ÉTAT INITIAL

L'accès au site s'effectue via le cours du Baron Thenard, depuis la route départementale D919 (« Route de Paris»). Cette dernière rejoint la D951 en direction du nord et la D619 en direction du sud. Le trafic moyen journalier engendré par SAICA est de 111 camions et maximum 150 véhicules légers, ce qui représente environ 9,5% du trafic mesuré sur la route D919 (4 753 véhicules par jour en 2011).

Le site est desservi par la voie ferroviaire Paris-Mulhouse, mais n'utilise plus cette desserte ferroviaire, par défaut d'embranchement ferré de ces principaux clients, ou par abandon de la desserte ferrée par ceux-ci depuis 2007.

Le site est également situé à proximité du Port de l'Aube, et est approvisionné par cette voie en PCR (environ 3 à 4 péniches par mois, soit 1500-2000 t/mois, soit 6 à 8 % des ses approvisionnements en PCR).

### 2. INCIDENCES PROJETÉES DUES AU PROJET

Le projet implique la suppression du trafic lié à l'évacuation des sous-produits papetiers, ainsi que la livraison de bois en fin de vie. Le dossier indique que « Le bois en fin de vie sera livré par camions. L'utilisation de la voie ferrée et le transport par voie fluviale ont été étudiés. Toutefois, les filières locales ont été favorisées pour l'approvisionnement du bois en fin de vie : les sites sont à 92 km en moyenne et 200 km au maximum. L'usage du transport ferroviaire n'est pas adapté pour de si faibles distances. En effet, la plupart des fournisseurs ne disposant pas d'un embranchement ferré, le transport nécessiterait forcément d'avoir une partie du trajet par camions. Or, les mix « route-train » ne permettent pas des conditions opérationnelles viables, notamment vis-à-vis du temps que prennent les opérations successives de chargement/déchargement. Concernant le transport fluvial, les sites retenus dans le plan d'approvisionnement ne sont pas implantés en bordure d'une voie navigable. ».

Le projet impliquera donc l'augmentation du trafic routier accédant au site de 3 camions/j. La réception camion est prévue sur 240 j par an (en dehors des week-ends et jours fériés), de 07 h à 19 h.

### 3. MESURES PROPOSÉES PAR LE PÉTITIONNAIRE

Le trafic supplémentaire empruntera les accès actuels du site.

## 7. Eaux

### 1. INCIDENCES PROJETÉES DUES AU PROJET

Dans le cadre du projet, afin de couvrir les besoins en eau déminéralisée de la chaudière, un appoint en eau de refroidissement et une augmentation récente de consommation d'eau potable à destination des salariés du site, le dossier prévoit une consommation totale d'eau potable atteignant 5 500 m<sup>3</sup>/an (dont 4500 destinés à la production de chaleur).

Le projet entraînera l'ajout d'un flux d'eau de process : les eaux de purge de la nouvelle chaudière.

Le projet implique l'imperméabilisation supplémentaire d'une surface d'environ 4ha.

Les eaux pluviales interceptées sur ces surfaces seront de deux types :

- des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées ;
- des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par les refus papetiers stockés au sol.

Le projet implique un besoin supplémentaire en confinement d'eau incendie.

Les besoins en eau d'extinction liés au projet étant mutualisés avec ceux du site actuel (sprinklage, RIA), le projet ne sera pas à l'origine de besoins supplémentaires.

Le dossier présente une demande de régularisation des pompes et forages actuels du site au titre de la loi sur l'eau (rubriques IOTA) :

- 3 forages en nappe de la craie et 1 forage en nappe d'accompagnement de la Seine-Normandie pour un total de 2 592 000 m<sup>3</sup>/an en phase normale d'exploitation et de 2 640 000 m<sup>3</sup>/an en phase de démarrage.

### 2. MESURES PROPOSÉES PAR LE PÉTITIONNAIRE

L'analyse de la compatibilité au SDAGE précise comment le projet répond aux dispositions concernant l'imperméabilisation des sols et la neutralité du ruissellement pluvial en conséquence.

Les eaux de refroidissement liées au projet seront utilisées en circuit fermé, limitant ainsi la consommation d'eau aux seuls appoints nécessaires.

Le site dispose déjà d'une station de traitement interne de ses effluents industriels, vers laquelle seront dirigées les eaux de purge de la nouvelle chaudière.

Les nouvelles eaux pluviales non susceptibles d'être polluées seront traitées par séparateur d'hydrocarbure puis rejetées au milieu naturel dans la noue des Nageoires via le point de rejet n°23 existant.

Les nouvelles eaux pluviales susceptibles d'être polluées seront collectées dans une zone de rétention (sur et autour de la plateforme extérieure de bois), puis réutilisées dans le procédé papetier à la préparation pâte. Ces eaux ne seront rejetées dans les eaux superficielles qu'en cas exceptionnel (de l'ordre d'une pluie trentennale) nécessitant l'activation d'un système de trop-plein de la rétention.

La zone de rétention à créer dans le cadre du projet couvrira le besoin supplémentaire en confinement d'eau incendie du projet.

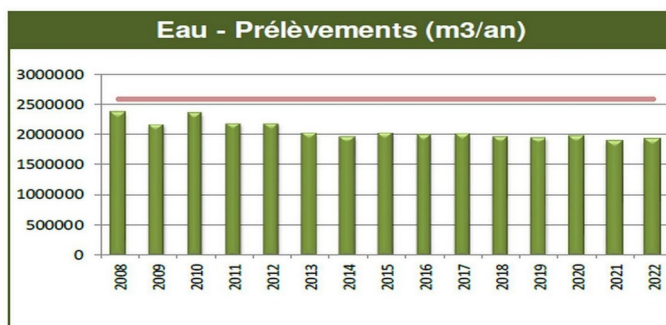
L'exploitant propose la mise en place d'un suivi semestriel de la nappe souterraine (celle-ci ne faisant actuellement pas l'objet d'un suivi).





### 3. ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Le dossier indique que le site poursuit un effort de fond de la réduction de la consommation d'eau. Il respecte notamment les prescriptions imposées en consommation spécifique par le BREF lié à la fabrication de papier-carton. Il fournit notamment le diagramme suivant situant la consommation réelle par rapport au prélèvement actuellement autorisé, dont la demande est renouvelée au même niveau dans le cadre de la régularisation :



Il est proposé de tenir compte de ces niveaux de consommation réelle en abaissant les prélèvements autorisés en phase d'exploitation normale à 2 000 000 m<sup>3</sup>/an, sans modifier ceux autorisés en phase de démarrage.

Le pétitionnaire a porté à connaissance de l'inspection des installations classées, par mail du 26 mai 2023, une erreur du dossier concernant les débits horaires et journaliers des trois forage F1, F3 et F4 (notamment débit journalier maximal cumulé sur les trois forage à augmenter de 4400 à 7300 m<sup>3</sup>/j). Ces corrections ont été apportées au projet d'arrêté, et ne remettent pas en cause la limitation annuelle globale proposée ci-dessus.

Il est prévu que les eaux pluviales de récupération soient stockées par l'ouvrage de stockage de bois, de même que les eaux d'extinction en cas d'incendie. La note de dimensionnement indique la quantité d'eau produite par la pluie décennale retenue pour le projet, et le volume nécessaire pour la rétention des eaux d'extinction, sans justifier la disponibilité de ce volume lorsque cette zone sera encombrée par des stockage de bois. Il est proposé de préciser au projet d'arrêté qu'il revient à l'exploitant d'assurer la disponibilité du volume nécessaire « quel que soit son niveau d'encombrement par le bois stocké ».

Le principe de gestion des eaux pluviales pour le projet d'extension n'a pas retenu un mode de rejet par infiltration sur le site sous prétexte que les ouvrages de rétention doivent aussi récupérer les eaux d'extinction d'incendie. Ce point est convenablement justifié dans le dossier (présence d'une nappe peu profonde). Il indique que les capacités du site permettront de gérer une pluie trentennale en moins de 24h.

Le dossier précise également la vulnérabilité du projet au risque inondation, sur la base de coupes topographiques relevant la cote d'inondation locale, démontrant que les installations actuelles et futures resteront hors eaux.

Les éléments nécessaires à la régularisation des rubriques IOTA concernées sont également fournis.

## **8. Bruit**

Cet aspect n'est pas considéré comme un enjeu principal du projet. Toutefois, le dossier identifie notamment le ventilateur principal comme source de bruit, et propose qu'il fasse l'objet d'un confinement sonore. Il propose également la réalisation d'une campagne de mesure dans les 6 mois suivant la mise en service de la nouvelle chaudière, avant reprise de la fréquence actuelle (une campagne tous les 3 ans).

Ces propositions sont jugées proportionnées et reprise dans le projet d'arrêté préfectoral.

## **9. Milieux naturels**

Cet aspect n'est pas considéré comme un enjeu principal du projet, notamment du fait que le terrain d'implantation du projet est déjà anthropisé, et ne comporte que des milieux anthropisés d'enjeu nul à faible. L'ensemble du site, de même qu'une partie de la zone industrielle, est situé en ZNIEFF de type II (n°210000617 «Milieux naturels et secondaires de la vallée de la Seine» d'une superficie de 10740 hectares). Seules deux zones humides potentielles de très faibles surfaces (147 m<sup>2</sup> au total) ont été inventoriées sur site. Aucune espèce patrimoniale n'a été inventoriée. La principale mesure d'évitement consiste en la conservation des batis favorables à l'avifaune et aux chiroptères présents sur site.

Le dossier propose toutefois des mesures ERC (préservation d'un gîte à chiroptères, gestion des espèces végétales invasives, compensation de la destruction des zones humides potentielles par un espace vert rabaissé dans l'angle Nord-Ouest du terrain).

Ces propositions sont jugées proportionnées et reprise dans le projet d'arrêté préfectoral.

## **10. Étude de dangers – Risques technologiques**

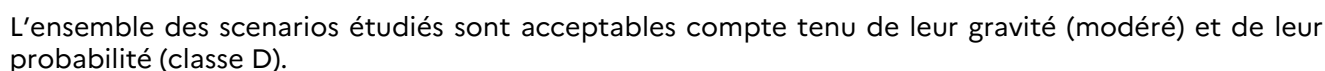
Le projet se situe à environ 2,7km de la centrale nucléaire de NOGENT-SUR-SEINE, sur un zonage affecté d'un risque faible à moyen concernant l'aléa retrait-gonflement des argiles.

### **1. PHÉNOMÈNES DANGEREUX GÉNÉRÉS**

Le site du projet est concerné par une servitude liée au passage de la canalisation de gaz naturel enterrée à proximité du site. Cette servitude ne présente pas de contrainte directe pour le projet étudié. L'étude de dangers tient compte des données fournies par l'exploitant de la canalisation, et notamment de la bande des effets domino associée à la canalisation, qui n'atteint pas l'emprise du projet.

Le projet implique de nouveaux scénarios d'incendie et d'explosion (présence de poussières de bois, procédé de combustion et traitement des fumées, nouvelle canalisation de gaz, stockage de charbon actif).

Le projet implique de nouveaux effets sortants du site, dans le scénario d'incendie de la plateforme de stockage bois, avec effets thermiques inférieurs à 5 kW/m<sup>2</sup> et sans exposition de cibles externes (rives boisées de la noue au Nord du site), et dans l'ensemble des scénarios d'explosion. Parmi ces derniers, celui d'explosion du ballon vapeur est le scénario majorant, et le seul dont les effets (bris de vitre) atteignent le site industriel au Nord du site.



Le site est déjà doté d'un POI, en cours de mise à jour.

Le dossier prévoit notamment la mise en place des moyens d'intervention supplémentaires suivants : extincteurs, RIA dans la chaufferie, 8 poteaux incendie sur la zone du projet, système de sprinklage sur les postes de dépotage de bois, les bâtiments de préparation de la ligne de bois et de la ligne de SPP, le silo de stockage de bois, les silos d'alimentation de stockage bois et SPP dans la chaufferie et les convoyeurs.

Aucune.

Il est proposé de fixer une échéance de mise à jour du POI du site intégrant le projet, à au plus tard la mise en service industrielle de la centrale de valorisation énergétique.

Deux effets dangereux étant sortant, et même si ceux-ci n'atteignent que des portions de berges de la noue au Nord du site, il est proposé d'émettre un DIRI sur ces phénomènes, en annexe au présent rapport.

Le dossier déposé le 2 novembre 2022 a été jugé complet et régulier par lettre préfectorale du 14 février 2023, après avoir fait l'objet d'un avis de la mission régionale d'autorité environnementale en date du 19 janvier 2023.

## 2. CONSULTATIONS ADMINISTRATIVES – SERVICES DE L'ÉTAT

L'examen du projet et de ses caractéristiques ont conduit l'Inspection de l'environnement à solliciter les avis et contributions de services concernés en application des articles R. 181-18 et suivants du Code de l'environnement :

Thématique	Nom du service	Date de saisine	Date de contribution	Nature de l'avis
Milieu naturel / paysage	DREAL Grand Est - SEBP	04/11/22	08/11/22	Avis favorable
	DDT 10 - SEB		21/12/22	Non précisée
Risques	SDIS 10		29/11/22	Avis favorable
Urbanisme	DDT 10 - SAME		28/11/22	Avis favorable Éléments d'analyse du dossier
IOTA <sup>1</sup> , milieux aquatiques	DRIEAT		17/11/22	Dossier complet – précisions à apporter – propositions de prescriptions
Aspect sanitaire (Eau / Bruit)	ARS		08/11/22	Avis favorable
Archéologie	Service Régional de l'Archéologie (SRA) – DRAC		24/11/22	Pas de contraintes archéologiques
Patrimoine / paysage	Unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP) - DRAC		10/11/22	Avis favorable sous condition d'aménagement paysager
Energie	DREAL Grand Est - STECCLA		13/12/22	Absence de remarque Dossier conforme au plan d'approvisionnement lauréat de l'appel à projet BCIAT

## 3. CONSULTATION DE L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE (MRAE GRAND EST)

Le projet étant soumis à évaluation environnementale, Mme la Préfète de l'Aube a sollicité pour avis et en date du 6 décembre 2022, la mission régionale d'autorité environnementale. Son avis en date du 19 février 2023 figure en pièce-jointe au présent rapport.

Ci-dessous le récapitulatif des principaux points soulevés, réponses apportées par le pétitionnaire et analyses de l'inspection :

- « L'Ae s'est principalement interrogée sur la pérennité de l'approvisionnement en bois-déchets compte tenu de la situation tendancielle du gisement au vu de la multiplication des projets recourant à ce combustible dans la région. L'Ae recommande principalement au pétitionnaire de confirmer la solidité de son plan d'approvisionnement en bois-déchets sur la durée de vie d'une centrale de valorisation énergétique »

=> Le pétitionnaire, compte tenu de la nature confidentielle des engagements pris par ses futurs fournisseurs, n'a pas pu verser ces éléments au dossier. Toutefois, ceux-ci ont été portés à la connaissance du commissaire enquêteur, et n'ont pas appelé de remarques de sa part quant à une fragilité du plan d'approvisionnement du projet.

- « L'Ae rappelle les orientations en matière d'économie des ressources en eau du SRADDET Grand Est dans un contexte de changement climatique, en particulier sa règle n°11 « réduire les prélèvements en eau ». Elle recommande au pétitionnaire de préciser les mesures qu'il envisage en cas d'épisode de sécheresse. »

<sup>1</sup> - IOTA : Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements

=> Le pétitionnaire précise que des actions sont déjà en place depuis plusieurs années, et ont mené à une réduction sensible des volumes prélevés. Le site dispose d'une procédure limitant certains usages en période de sécheresse. Un niveau minimal de consommation d'eau est toutefois incompressible, compte tenu des besoins en vapeur d'eau du process papetier.

• « L'Ae recommande au pétitionnaire de préciser les moyens de prélèvement et d'analyse des retombées à mettre en oeuvre à la suite d'un incendie »

=> « Le site SAICA n'étant pas classé SEVESO, il n'est pas soumis à cette réglementation. De plus, les produits susceptibles d'être concernés par le risque incendie (bois fin de vie et déchets papetiers), les fumées seront principalement composées de suie et de monoxyde et dioxyde de carbone. Dans la pièce « Etude de dangers » du dossier d'autorisation environnementale, la toxicité des fumées émises en cas d'incendie a été étudié et modélisée pour la plateforme extérieure de stockage de bois et le silo de stockage de bois (émissions de monoxyde de carbone et dioxyde de carbone). Aucun effet au sol n'est observé. En cas d'incendie notable, SAICA pourra procéder à des analyses dans l'environnement si l'administration le demande. Le § 7.5 de l'Etude de dangers précise la liste des polluants particuliers susceptibles d'être retrouvés dans les suies d'incendie. »

=> Précisions de l'inspection : il est proposé de suivre cette recommandation en précisant dans le projet d'arrêté que, en cas d'incendie majeur, il sera attendu la mise en place rapide d'une surveillance des retombées atmosphériques, portant a minima sur les HAP et dioxines.

#### 4. CONSULTATION DU PUBLIC – COMMUNES ET CONSEILS MUNICIPAUX CONCERNÉS

	Conseil	Date d'avis	Avis
<b>Communes d'implantation</b>	NOGENT-SUR-SEINE	/	Réputé favorable
	SAINT-NICOLAS-LA-CHAPELLE	22/03/23	Favorable
<b>Communauté de commune</b>	Communauté de commune du Nogentais	11/04/23	Favorable

L'enquête publique s'est déroulée du 20 mars au 19 avril 2023. Elle n'a pas souffert de vice de forme et a connu une très faible participation du public :

- 3 visites en mairie pendant les permanences.

- 1 observation favorable sur le site internet de la Préfecture de l'Aube

Le commissaire enquêteur nommé a rendu son rapport le 4 mai 2023. Il rend un avis favorable au projet et souligne le bilan environnemental positif du projet.

En complément des services déjà consultés en phase d'examen, le service suivant a été consulté pendant la phase d'enquête publique :

Thématique	Nom du service	Date de saisine	Date de contribution	Nature de l'avis
Déchets	Conseil Régional Grand Est	27/02/23	09/03/23	Projet compatible avec le SRADDET Grand Est Proposition de prescriptions

Les éléments du Conseil Régional ont été intégrés à l'analyse du volet « déchets » du projet et donnent lieu à des propositions de prescriptions.

Le commissaire enquêteur reprend également en annexes à son rapport les avis favorables déjà rendus par les préfectures de régions concernées par le plan d'approvisionnement du projet.

#### IV. CONCLUSION

Le dossier déposé le 2 novembre 2022 a été jugé complet et régulier par lettre préfectorale du 14 février 2023, après avoir fait l'objet d'un avis de la mission régionale d'autorité environnementale en date du 19 janvier 2023.

Le projet a été soumis à enquête publique du 20 mars au 19 avril 2023. Le rapport du commissaire enquêteur a été transmis le 4 mai 2023. Il conclut à un avis favorable au projet et ne met en évidence aucun point nécessitant une analyse ou un encadrement supplémentaire.

L'inspection des installations classées souligne la grande qualité du dossier ainsi que la bonne prise en compte par le pétitionnaire des différentes sollicitations de l'inspection et des services consultés au cours de l'instruction.

**Il est proposé de donner une suite favorable à la demande et de prendre un arrêté préfectoral complémentaires autorisant le projet, assorti de prescriptions.**

**En application de l'article R. 181-39 du Code de l'Environnement propose à Madame la Préfète de l'Aube de solliciter l'avis du CODERST sur le projet d'arrêté.**

Un projet d'APC correspondant, joint au présent rapport, propose les modifications suivantes :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions)
Arrêté préfectoral n° BENV2017136-001 du 16 mai 2017	1.2.1	Actualisation des rubriques
	1.2.2	Ajouts des rubriques IED liées au projet de Centrale de Valorisation Energétique
	1.2.4	Localisation des installations du projet de CVE
	1.2.5	Création – régularisation des rubrique IOTA existantes
	1.2.6	Création – description de la consistance des installations (existantes et projet)
	1.5.2	Actualisation des garanties financières dans le cadre du projet de CVE
	1.6.6	Précision de la nature de l'usage futur
	1.7.1	Actualisation des principaux textes réglementaires applicables
	3.1.2	Gestion des pollutions accidentelles dans le cadre du projet de CVE
	3.2.2, 3.2.3, 3.2.6, 3.2.7	Encadrement des nouveaux rejets atmosphériques dans le cadre du projet de CVE
	4.1.1, 4.1.2	Actualisation des forages
	Titre V bis	Création – Description des déchets admissibles dans le cadre du projet de CVE
	5.1.7	Ajout des déchets émis dans le cadre du projet de CVE
	7.2.2	Mesures de prévention des nuisances sonores dans le cadre du projet de CVE
	Chapitre 9.8	Création – Mesures de prévention des risques accidentels dans le cadre du projet de CVE
	10.2.1	Conditions d'autosurveillance des rejets atmosphériques dans le cadre du projet de CVE
	10.2.6	Conditions d'autosurveillance des émissions sonores dans le cadre du projet de CVE
	10.2.7	Création - Conditions d'autosurveillance des eaux souterraines dans le cadre du projet de CVE
	10.2.8	Création - Mise en place d'une surveillance environnementale dans le cadre du projet de CVE
	Titre X bis	Création – Description des mesures ERC dans le cadre du projet de CVE